Délibération affichée à l'Hôtel de Ville
et transmise au représentant de l'Etat
le 25 novembre 2019

CONSEIL DE PARIS

Extrait du registre des délibérations

Séance des 12, 14 et 15 novembre 2019

2019 V.471 Vœu relatif à la suppression des fonds sociaux pour les enfants vivant dans un ménage pauvre dans le projet de loi de finance 2020 du Gouvernement

Le Conseil de Paris,

Considérant le projet de budget 2020 en discussion à l'Assemblée nationale qui prévoit de de réduire de moitié les crédits des fonds sociaux dans l'éducation nationale, pour passer de 59 millions en 2019 à 30 millions en 2020 ;

Considérant que depuis 2002, ces fonds sociaux s'élevaient à 73 millions d'euros, et qu'ils n'ont cessé d'être dépréciés depuis ;

Considérant que ces fonds sociaux jouissent d'une grande souplesse d'utilisation et permettent par exemple aux élèves et à leurs familles en grande précarité de payer la cantine, les transports scolaires, l'achat de fourniture, les frais de santé bucco-dentaires ou l'achat de lunettes de vue, mais aussi les sorties et les voyages scolaires ;

Considérant que ces fonds sociaux, en diminuant les dépenses annexes relatives à la scolarisation des enfants en situation de précarité économique permettent de lutter contre les inégalités scolaires ;

Considérant que pour justifier la suppression de 29 millions d'euros de ces fonds sociaux, le Ministre utilise l'argument de leur sous-utilisation ;

Considérant que la pauvreté augmente dans notre société : une récente enquête de l'INSEE établit que 15 % des Français·e·s vivent sous le seuil de pauvreté, on estime entre 1,5 et 2,7 millions le nombre d'enfants et adolescent·e·s vivant dans un ménage pauvre en France ;

Considérant l'étude par le gouvernement de la suppression de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale ;

Considérant que la sous-utilisation de ces fonds sociaux n'est pas liée au fait que les besoins sont moindres, mais bien au fait que de nombreux enfants qui pourraient y avoir droit n'y accèdent pas, du fait d'une mauvaise information, d'une méconnaissance de ces dispositifs ou du manque de volontarisme du Ministère de l'Éducation nationale qui n'impulse pas suffisamment l'utilisation de ces fonds ;

Considérant que Jean-Paul Delahaye, ancien directeur de l'administration centrale de l'Éducation nationale, constatait déjà en 2015 que ces fonds sociaux n'étaient pas pleinement consommés mais recommandait d' « *augmenter progressivement et sanctuariser les fonds sociaux des EPLE à leur niveau de 2001 (70 millions d'euros) pour réduire l'impact des difficultés rencontrées par les enfants des*

familles pauvres et faciliter ainsi leur vie quotidienne à l'école » et proposait d'accompagner les chefs d'établissements et leurs équipes pour les aider intégrer ce volet social à leur travail auprès des enfants en situation de précarité ;

Considérant qu'à Paris, l'Observatoire des inégalités estime qu'il y a plus de 340 000 personnes pauvres ;

Considérant la politique sociale menée par la Ville de Paris sur son territoire ;

Sur proposition de Nicolas Bonnet Oulaldj, Jean-Noël Aqua, et des élu·e·s du Groupe communiste-front de gauche,

Emet le vœu que

- la Ville de Paris interpelle le Gouvernement et le Parlement sur l'importance de maintenir le niveau des fonds sociaux destinés aux élèves de l'enseignement secondaire en situation de précarité et sur la nécessité d'aider les équipes de ces établissements scolaires à recourir à ces fonds autant que possible ;

- la Ville de Paris demande à ses représentant·e·s siégeant dans les Conseils d'administration des établissements scolaires de plaider pour la mobilisation pleine de ces fonds sociaux à destination des enfants et adolescent·e·s en situation de précarité.